

PATRIE *(extraits)*

Le mot patrie, chez les anciens, signifiait la terre des pères : *terra patria*. Etymologiquement, il désigne le pays où on est né. Comment, de ce sens si restreint le mot patrie est-il arrivé à désigner les vastes nations d'aujourd'hui ? Par quel processus, dépassant même ce stade, arrive-t-il à désigner la terre entière, la patrie humaine, rejoignant l'internationale ?

En voici succinctement l'explication, donnée par A. Hamon :

«L'idée de patrie présuppose la solidarité l'union, l'association entre individus. L'idée de patrie implique l'idée de collectivité ; en effet, nous ne pouvons concevoir et nous ne pensons pas que quelqu'un puisse concevoir la patrie réduite à un individu. (...)

La première patrie fut la horde, la tribu, le clan. La vie en commun développe une communauté – accrue encore par les liens du sang – de mœurs, de coutumes, de langue, de sensations, de sentiments qui rend solidaires les humains les uns des autres. Ils sont les membres d'un même corps, agrégat d'individus. Aussi, dans la horde, la tribu, le clan, ils se sentent solidaires les uns des autres. Relativement aux tribus voisines, ils se sentent différents, presque de nature autre, vivant éloignés, n'ayant de contact que pour la dispute, la guerre. Mœurs, coutumes, langues, sentiments et sensations sont dissemblables. Elles sont l'étranger, l'ennemi. La patrie est la horde, la tribu, le clan seul.

Peu à peu, avec le temps, l'homme passant de l'état de chasseur à l'état de pasteur et de celui-ci à l'état d'agriculteur, la cité se forma. Alors la patrie fut cette cité. L'étranger, l'ennemi, fut celui qui n'était pas de la cité. Le nombre de gens participant de caractères communs s'est accru ; la solidarité s'étend sur une aire plus grande, mais son intensité a diminué, car des classes et des castes se sont séparées dans la cité. La patrie existe plus grande, plus ample, mais le sentiment patriotique est moins puissant, car on a moins besoin d'être solidaire. De la civilisation naissent sans cesse de nouveaux besoins ; aussi, le commerce se développe ; et, par suite, se multiplient les contacts entre cités voisines. On se connaît mieux, on se hait moins, même on s'aime. Les différenciations de mœurs s'atténuent ; les langues se pénètrent mutuellement ; les intérêts se solidarisent en quelques occasions ; l'alliance, puis l'union se fait.

Le petit Etat est né ; une nouvelle patrie en résulte, plus grande de territoire, plus nombreuse d'hommes. Dans cet Etat, les mœurs, les coutumes, les langues, les sentiments tendent à s'unifier, à devenir semblables du Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. La solidarité diminue d'intensité. De l'extension des connaissances humaines, du commerce, de l'industrie naissent de nouveaux besoins qui entraînent des voyages, des rapports fréquents avec l'étranger. Des guerres résultent des contacts entre peuples ennemis, des chevauchées en des régions étrangères. Les peuples se pénètrent mutuellement, tendent à se différencier de moins en moins. Des alliances et des unions se font. Par elles, l'agrégation des petits Etats en de grands s'accomplit, et aussi par conquêtes.

Une nouvelle patrie est née. Elle est plus grande superficiellement que toutes les précédentes ; elle contient plus d'individus que toutes les précédentes. La solidarité embrasse un plus grand nombre d'êtres, mais elle est moins intense. Tous les hommes de cette patrie n'ayant pas de rapports quotidiens entre eux, ne vivant pas en un même lieu, ne se connaissent point, ne se sentent point exactement semblables entre eux, bien que les différenciations se soient considérablement atténuées. Le lien de solidarité existe, mais, embrassant plus d'êtres, il est plus lâche.

Nous en sommes actuellement à ce stade de l'évolution et déjà se dessine vigoureusement le processus qui conduira l'humanité à l'internationalité ou union des nations, et ensuite vers un état tendant sans cesse à l'uniformité entre tous les humains.»

Un seul complément à ces lignes : à l'heure présente, le soi-disant lien de solidarité sociale n'existe pas entre tous les hommes d'une même «patrie». Le prolétaire conscient nie les patries. Il ne se sent solidaire que de ses frères de misère, sur le plan international. Nous verrons cela plus loin.

LA PATRIE DANS L'ANTIQUITÉ

Pour la société antique, la patrie était un tout sacré, une réalité vivante, hors de laquelle il n'y avait pas de bonheur possible. «On aimait la patrie parce qu'on en aimait les dieux protecteurs, parce que chez elle on trouvait un prytanée, un feu divin, des fêtes, des prières, des hymnes, et parce que, hors d'elle, on n'avait plus de dieux ni de culte.» La famille constituait la base de cette société ; la famille avec son autel pour les vivants, son tombeau pour les ancêtres, le champ qu'elle possédait et fécondait, ses dieux domestiques. La famille antique était «une association religieuse plus encore qu'une association de nature».

Le mot *patrie* : *terra patria* résumait tout cela.

«La patrie de chaque homme était la part de soi que sa religion domestique ou nationale avait sanctifiée, la terre où étaient déposés les ossements de ses ancêtres et que leurs âmes occupaient. La petite patrie était l'enclos de la famille, avec son tombeau et son foyer. La grande patrie était la cité, avec son prytanée et ses héros, avec son enceinte sacrée et son territoire marqué par la religion. “Terre sacrée de la patrie”, disaient les Grecs. Ce n'était

pas un vain mot. Ce sol était véritablement sacré pour l'homme, car il était habité par ses dieux. Etat, Cité, Patrie, ces mots n'étaient pas une abstraction, comme chez les modernes, ils représentaient réellement tout un ensemble de divinités locales avec un culte de chaque jour et des croyances puissantes sur l'âme» (Fustel de Coulanges).

L'homme prisonnier de la famille, prisonnier de ses dieux, dans le droit antique, ne croyait pas la vie digne d'être vécue en dehors de la patrie. Citons encore le même auteur pour montrer comment l'individu était enchaîné : «*Tout ce que l'homme pouvait avoir de plus cher se confondait avec la patrie. En elle, il trouvait son bien, sa sécurité, son droit, sa foi, son dieu. En la perdant, il perdait tout. Il était presque impossible que l'Intérêt privé fût en désaccord avec l'intérêt public. Platon dit : "C'est la Patrie qui nous enfante, qui nous nourrit, qui nous élève." Et Sophocle : "C'est la patrie qui nous conserve. "*»

(...) Des changements sociaux et politiques amenèrent de nouvelles manières de penser. Les antiques croyances étaient périmées ; le patriotisme changea de nature. Les dieux passant au second plan, on aima la patrie «seulement pour ses lois, pour ses institutions, pour les droits et la sécurité qu'elle accordait à ses membres». Cette cassure entre la religion et la patrie enleva à l'antique amour de la patrie ce qu'il avait de rigide et de dur. Une phraséologie semblable à certaines que nous sommes accoutumés de subir de nos jours eut cours alors, et l'on entendit des paroles comme celles que Thucydide met dans la bouche de Périclès, exposant qu'elles sont les raisons qui font aimer Athènes, c'est que cette ville «veut que tous soient égaux devant la loi» ; c'est «qu'elle donne aux hommes la liberté et ouvre à tous la voie des honneurs ; c'est qu'elle maintient l'ordre public, assure aux magistrats l'autorité, protège les faibles, donne à tous des spectacles et des fêtes qui sont l'éducation de l'âme». Et l'orateur termine en disant : «Voilà pourquoi nos guerriers sont morts héroïquement plutôt que de se laisser ravir cette patrie ; voilà pourquoi ceux qui survivent sont tout prêts à souffrir et à se dévouer pour elle.»

Lois, institutions, liberté, honneur... affaire d'appréciation de chacun, lorsque la religion n'est plus assez puissante pour courber l'homme sous son joug. Aussi : «On n'aima sa patrie qu'autant qu'on aimait le régime politique qui y prévalait momentanément ; celui qui en trouvait les lois mauvaises n'avait plus rien qui l'attachât à elle.» Il arriva ce qui arrive aux époques de libre examen : on discuta la patrie. «L'opinion de chaque homme lui fut plus sacrée que sa patrie, et le triomphe de sa faction lui devint beaucoup plus cher que la grandeur ou la gloire de sa cité. Chacun en vint à préférer à sa ville natale, s'il n'y trouvait pas les institutions qu'il aimait, telle autre ville où il voyait ces institutions en vigueur. On commença alors à émigrer plus volontiers ; on redouta moins l'exil. Qu'importait-il d'être exclu du prytanée et d'être privé de l'eau lustrale ? On ne pensait plus guère aux dieux protecteurs, et l'on s'accoutumait facilement à se passer de la patrie. De là à s'armer contre elle, il n'y avait pas très loin.»

Dans la société, apparaissait la notion de classe, et cette notion, plus juste, se substituait peu à peu à celle de la patrie. Aristocratie et démocratie - possédants et plèbe - riches et pauvres - division naturelle des hommes tant que ne sera pas réalisée l'anarchie !

«On ne distinguait plus, pour toute l'Italie et pour toute la Grèce, que deux groupes d'hommes : d'une part, une classe aristocratique ; de l'autre, un parti populaire.» Sans doute, la question sociale ne se posait pas avec la même netteté que de nos jours, sans doute les prolétaires «allaient chaque matin saluer les riches et leur demander la nourriture du jour», sans doute ils s'estimaient trop souvent satisfaits avec «du pain et le cirque» ; mais la lutte des riches et des pauvres ne se vit pas moins dans toutes les cités et, les intérêts les plus immédiats étant nécessairement opposés, on oublia ce que fut la patrie à l'époque où la vieille religion enchaînait les individus.

Puis vint le christianisme. Mon «Royaume n'est pas de ce monde», «Allez et instruisez tous les peuples», disait Jésus. Le christianisme «présenta à l'adoration de tous les hommes un Dieu unique, un Dieu qui était à tous, qui n'avait pas de peuple choisi, et qui ne distinguait ni les races, ni les familles, ni les Etats». C'était l'unité de la race humaine présentée à tous, et c'était la négation même de la patrie terrestre. C'en était fini de l'antique notion de la patrie, de celle qui «effaçait quelquefois tous les sentiments naturels». Elle avait accompli son entière révolution. Avec l'invasion des Barbares, elle disparut tout à fait.

LA RENAISSANCE DE L'IDÉE DE PATRIE.

Le monde vécut, durant tout le Moyen Age, sans même connaître le mot de patrie. Il n'aurait correspondu alors à aucun besoin. La France romaine, féodale, royale, l'ignora. «*L'Europe, dans le moment où elle commença de s'ébaucher, ne connut que des querelles de dynastie.*» (Paul Reboux.) Brigandages seigneuriaux, brigandages royaux, conflits d'intérêts entre les puissants de l'heure, voilà toute l'histoire de ces temps-là. Règne de la force brutale, mœurs rudes, maîtres qui ne s'embarrassaient pas de sophismes pour voiler leurs desseins de rapine et de domination. «*La guerre de Cent Ans ? Conflit entre la maison des Valois et la maison des Plantagenets. Jeanne d'Arc ? Une amazone rustique dévouée à son seigneur, une protectrice des paysans, ses frères, dépouillés par les bandes ravageuses des Anglais et des Bourguignons. Aussitôt les Anglais boutés hors du patrimoine royal, la bataille reprend, en France même, entre Français. La Gascogne, anglaise durant trois cents ans s'efforce de le rester, et Bordeaux accueille Talbot par des acclamations.*» (Reboux.) Jeanne n'employa jamais le mot de patrie devant ses juges. Elle disait : pays. Ainsi, l'aventurière qui devait devenir cinq siècles plus tard «la Sainte de la Patrie» ne sut jamais pour quelle véritable raison elle s'était battue.

C'est après qu'on le lui fit dire. Mais que ne fait-on pas dire aux morts ? Leur docilité permet de les accommoder à toutes les sauces. En fait, *patrie* passa dans la langue française par le canal des humanistes de la

Renaissance. Et, ici, qu'il nous soit permis de faire remarquer de quel poids va peser désormais sur nos sociétés modernes toute l'antique société. Pendant quatre cents ans on va s'appliquer à copier les anciens, à penser comme eux en toutes choses, à partager leurs erreurs et leurs crimes. Et, comme le dit Fustel de Coulanges, «l'une des plus grandes difficultés qui s'opposent à la marche de la société moderne est l'habitude qu'elle a prise d'avoir toujours l'Antiquité grecque et romaine devant les yeux». En ce qui nous intéresse, la néfaste idée de patrie va s'appesantir sur les cerveaux à tel point que, de nos jours, on va retrouver dans nombre d'esprits tous les errements de l'époque où régnaient en maîtres, dans les foyers, les dieux domestiques.

Un cuistre quelconque, nourri de latin, trouva donc le mot de patrie à sa convenance et introduisit le néologisme par la porte dérobée. «C'est évidemment un mot de formation savante, c'est-à-dire non spontanée, ni populaire. On le chercherait vainement dans les monuments authentiques de notre langage au Moyen Age, dans les chansons de gestes par exemple» (Aulard). A quel moment ce mot parut-il dans la langue ?

On a prétendu qu'il fut prononcé aux Etats Généraux de 1483. L'examen attentif du journal de Masselin prouve qu'on ne le trouve nulle part dans ce document. (...) D'un autre côté, on a dit que patrie datait de François I^{er}. François I^{er} était un roi vraiment national ; c'est sous son règne, c'est au XVI^e siècle que le mot patrie fut transporté de la langue latine dans la nôtre. (...). Le mot patrie ne parut donc que dans la première moitié du XVI^e siècle. (...)

Mais le mot ne dépassait pas un cercle restreint de lettrés. Il ne fit son chemin que peu à peu et, dans la seconde moitié du XVI^e siècle seulement, il devint d'un usage courant, concurremment à pays. Il ne représentait cependant rien de précis. On n'entendait par là ni la France «unifiée» - ce qui est un vain mot - ni l'acceptation tacite par tous les Français de vivre sous le même prince - ce qui n'a jamais été. Les luttes intérieures n'avaient justement la «patrie» telle qu'on se plaît à la concevoir de nos jours. (...) La patrie s'incarnait dans le roi. Lui seul était tout à la fois. C'était le sentiment de Bossuet qui disait que la patrie «est le prince, puisque tout l'Etat est en la personne du Prince».

Mais la multitude misérable ne s'occupait pas de ces subtilités. Elle avait le souci de ne pas mourir de faim. Il faut arriver à la Révolution pour que l'idée de patrie pénètre dans le peuple et pour que celui-ci, tout vibrant de naïf enthousiasme, la fasse briller au firmament des éternelles duperies. Avec la force d'une religion nouvelle, l'idée de patrie va, en effet, d'un vigoureux élan, conquérir le monde.

LA PATRIE CRÉATION DE LA RÉVOLUTION.

La Révolution de 1789, comme toute véritable révolution, n'a été que l'aboutissement d'une longue évolution. L'ancien état de choses ne correspondant plus aux besoins nouveaux de la société, une organisation nouvelle devait s'imposer, nécessairement. Quelle allait être cette organisation ? Sur quelles bases idéologiques allait-elle s'appuyer ! Pouvait-on innover réellement ?

(...) Déjà, dès le XVII^e siècle, les mots de liberté et d'égalité avaient, auprès des cœurs justes et sensibles, une saveur particulièrement agréable ; et ceux qui souffraient d'exactions et de misère les chérissent plus que tout. Et puisqu'on parlait de patrie, on assista à l'éclosion de cette idée qu'il «n'y a de patrie que là où il y a liberté». C'est l'époque où La Bruyère se permet d'écrire - sans grand danger, car l'autorité semblait établie sur le roc : «Il n'y a point de patrie dans le despotisme ; d'autres choses y suppléent : l'intérêt, la gloire, le service du prince.» Et encore : «Que me servirait, ... comme à tout le peuple, que le prince fut heureux et comblé de gloire, par lui-même et par les siens, que ma patrie fût puissante et formidable, si, triste et inquiet, j'y vivais dans l'oppression ou dans l'indigence.» (*Du Souverain ou de la République*, chapitre X.) Puis vinrent les philosophes, les encyclopédistes, précurseurs des temps nouveaux. Témoins vibrants de l'injustice sociale - nourris d'autre part des souvenirs de l'Antiquité -, ils rêvaient un ordre social où dans la liberté et dans l'égalité, régnerait la «vertu» parmi les hommes. Leur idée était que «l'existence d'une patrie digne de ce nom suppose des lois, la liberté, l'abolition du despotisme» (Aulard). Ils s'emparèrent donc du mot patrie, le hissèrent au pinacle et il synthétisa toutes leurs généreuses aspirations ; après eux, le peuple l'adopta d'enthousiasme. Désormais la patrie vivait dans les cœurs comme Dieu vit dans celui des croyants. C'est Montesquieu qui écrit : «Ce que j'appelle la vertu dans la République est l'amour de la patrie, c'est-à-dire l'amour de l'égalité» (*Esprit des Lois*). C'est Voltaire qui dit : «On a une patrie sous un bon roi ; on n'en a point sous un méchant» (*Dictionnaire philosophique*). Et Rousseau : «La patrie ne peut subsister sans la liberté, ni la liberté sans la vertu, ni la vertu sans les citoyens ; vous aurez tout si vous formez des citoyens ; sans cela vous n'aurez que de méchants esclaves, à commencer par les chefs de l'Etat» (article *Economie politique* dans l'*Encyclopédie*).

Au fur et à mesure que se déroulèrent les événements révolutionnaires, les «patriotes», comme on disait - c'est-à-dire la majeure partie des Français qui avaient bénéficié du changement de régime - crurent réellement que s'élaborait l'âge d'or. Les trois ordres «ces trois nations, ont souvent exprimé et expriment souvent le sentiment qu'ils font partie d'une seule et même nation. La nation, la patrie, voilà leur mot de ralliement le plus fréquent» (Aulard). (...)

Presque tous étaient persuadés de la prochaine disparition des classes sociales. La Liberté, L'Égalité, voilà la patrie nouvelle ! Les nobles de Touraine, par exemple, fiers de leur «patriotisme», déclarent dans leurs cahiers - sincèrement ou non ; mais qu'est-ce que cela leur coûtait ? - qu'ils sont «citoyens avant d'être nobles». «Le clergé aussi, dans son cahier au bailliage de Sens, proteste de son «zèle patriotique». Le Tiers-Etat est prodigue du mot

patrie qu'il identifie avec Royaume, France, Empire, Empire français, rarement *pays*. Le mot qui triomphe est Nation» (Aulard.)

Des événements comme la nuit du 4 août contribuèrent à affermir cette idée que tous les Français, n'ayant qu'un intérêt commun, allaient vivre en frères. Et ici apparaît, pour la première fois, la notion de l'intérêt général, le puissant sophisme qui va avoir tant de prise sur les âmes et qui va être la base la plus sérieuse – en apparence – du sentiment patriotique. La Bourgeoisie, dans son triomphe, va s'en servir avec maîtrise, et longtemps la classe ouvrière se laissera berner par cette idée mensongère qu'au-dessus de son intérêt de classe il y a un intérêt suprême : celui de la patrie. A l'origine, il y avait certainement plus de naïve bonne foi que de duplicité à croire cela. On ne pouvait prévoir ni Napoléon, ni les sociétés anonymes, ni l'essor du capitalisme moderne. Aussi, un des premiers efforts de la Révolution fut-il d'«unifier» la patrie. Tous les obstacles qui s'opposèrent à cela furent brisés. «La patrie, après des vicissitudes et des contrariétés, se formera sans le roi, contre le roi, en République.» C'est l'époque des fêtes des Fédérations, des discours pompeux – à l'antique ! – des autels dressés à la Patrie déifiée. (...)

L'illusion de la liberté et de l'égalité ; l'illusion de la démocratie par le suffrage universel ; l'illusion d'un intérêt commun unissant des hommes que le hasard a fait naître en un endroit délimité par ce qu'on appelle des «frontières», qu'on ose quelquefois qualifier de «naturelles» ; les carnages périodiques pour amalgamer le tout, et voilà la Patrie ! C'est l'héritage de la Révolution. Démocratie ? Citons encore Robespierre : «Qu'est-ce que la Patrie, si ce n'est le pays où l'on est citoyen et membre du souverain ? Par une conséquence du même principe, dans les Etats aristocratiques le mot patrie ne signifie quelque chose que pour les familles patriciennes qui ont envahi la souveraineté. Il n'est que la démocratie où l'Etat est véritablement la Patrie de tous les individus qui la composent, et peut compter autant de défenseurs intéressés à sa cause qu'il renferme de citoyens.» (Rapport du 18 pluviôse An II).(...) Aulard n'hésite pas à écrire : «On peut dire que cette guerre (1870) a achevé la fusion des Français, l'unité morale de la France, consacré la patrie nouvelle, la patrie telle que la Révolution l'a faite. On a le sentiment que la récente guerre mondiale a cimenté à jamais cette patrie.»

Eh bien non ! Le dogme de la patrie est mortellement atteint.

La raison toute-puissante l'a condamné depuis longtemps ; et l'on peut affirmer, au contraire, que la dernière guerre, par les souffrances qu'elle a semées, par les révolutions qu'elle a suscitées, par les conséquences économiques qu'elle a engendrées, a détruit l'idée de patrie en exacerbant les intérêts antagonistes qui opposent toujours les deux classes sociales : celle des possédants et celle des prolétaires.

II. QU'EST-CE QUE LA PATRIE ?

a) Le point de vue officiel. – En ces temps d'instruction laïque et obligatoire il n'est pas difficile de savoir ce qu'est la Patrie. Il suffit d'ouvrir un quelconque manuel «d'instruction civique et morale» à l'usage des perroquets de nos écoles primaires. Voici, par exemple, ce que dit un de ces catéchismes : «Notre patrie, c'est la terre où sont nés nos parents, c'est le village que nous habitons, c'est la France entière avec ses grandes villes et leurs monuments, chefs-d'œuvre du génie national. Notre patrie est encore autre chose ; c'est une grande famille formée de citoyens libres, ayant la volonté de vivre ensemble librement, sans subir le joug de l'étranger. C'est l'ensemble de tous ceux qui portent le nom de Français et qu'unit la communauté de langue, de mœurs, de lois et de sentiments ; c'est l'histoire du pays avec ses gloires et ses revers, ses institutions successives et le souvenir de ses grands hommes.» (Cité par C.-A. Laisant.)

Procédons méthodiquement et voyons si la patrie est bien tout ce qu'on nous dit dans l'extrait ci-dessus et dans quantité d'autres du même genre. Nous essayerons de n'omettre aucune des définitions données.

C'est la terre où nous sommes nés. – S'il en est ainsi, notre patrie se limite à bien peu de chose : un village, une ville, quelques arpents de terrain. Elle ne peut pas être à la fois Paris et Marseille, les montagnes de la Haute-Savoie et la lande bretonne. Certes, l'homme reste fidèle au petit coin de terre qui a vu ses premiers pas, mais cet amour du village natal n'expliquera jamais l'amour d'un vaste pays aux aspects divers et qui lui resteront quelquefois toujours ignorés.

C'est la terre des ancêtres. – Les ancêtres, qui est-ce ? Viennent-ils tout droit de Vercingétorix ou des Romains, des Francs, des Arabes, des Espagnols, des Autrichiens, etc. ? Etaient-ils catholiques, protestants, jansénistes, Jacques, chouans, révolutionnaires ? Les ancêtres ? J. Richepin est sans doute dans le vrai, qui dit : «On n'est fils de personne, on est fils du destin, qui mit un spermatozoïde aveugle dans l'ovaire.»

C'est le pays des gens de notre race. – Il faut être un Bazin pour affirmer des niaiseries dans le genre de celles-ci : «Les origines du peuple alsacien sont celtiques... Les dernières recherches accusent 70% d'Alsaciens bruns, c'est-à-dire Celtes, contre 30% d'Alsaciens blonds, c'est-à-dire Germains.» La race ! Ce mot n'a pas de sens. (...)

C'est la terre où l'on parle la même langue. – Cela ne tient pas. Il y a des Français qui ne parlent pas français (Alsaciens, Bretons, Provençaux, Basques, Corses, etc.). Les Suisses ont trois langues. Les Américains des Etats-Unis parlent anglais et ne portent pas toujours l'Angleterre en leur cœur ; de même les Irlandais. Voir aussi la République argentine et l'Espagne ; le Brésil et le Portugal, etc.

C'est l'ensemble d'un territoire limité par des frontières. – Qu'est-ce qu'une frontière ? Une ligne de poteaux ne limite rien. Le Rhin unit les peuples plutôt qu'il ne les sépare. De même tout autre fleuve. De même la mer. De même une chaîne de montagnes. Paquebots, avions, tunnels, T. S. F. et l'on parle frontières ! Frontières variables

avec la fortune des armes ou à la suite de marchandages diplomatiques qui font un Alsacien, Allemand ou Français ; un Polonais, Russe ou Allemand ; un Autrichien, un Yougoslave, un Tchécoslovaque, ou... sans-patrie ! Est-ce la frontière qui empêche que Guernesey ou Jersey soient françaises et la Corse italienne ?

C'est une sorte de communion d'idées, de sentiments, de goûts, de mœurs qui fait qu'on veut vivre ensemble. – Communion d'idées entre les catholiques et les protestants ? Mêmes sentiments, les cléricaux et les libres penseurs ? Les nationalistes et les communistes ? Mêmes goûts la cocotte de luxe et Mme Curie ? Mêmes mœurs, paysans et citadins, religieuses et prostituées, capitalistes et ouvriers ? Ah ! Plutôt mêmes idées, mêmes sentiments, mêmes goûts, mêmes mœurs, catholiques du monde entier et protestants, et communistes, et généraux, et prostituées, etc. On n'aime vivre qu'avec gens de son milieu. Qui se ressemble s'assemble.

C'est une association d'hommes formés selon les mêmes règles d'éducation. – D'abord, il y a une règle différente pour les riches (lycées, collèges, enseignement supérieur) et pour les pauvres (enseignement primaire). Il y a ensuite absence de règles pour ceux qui sont restés illettrés. Enfin, quel que soit le mode d'éducation, il y aura toujours des délicats et des mufles.

C'est un groupe d'êtres du même type avec défauts et qualités qui les caractérisent. – Le Français idéaliste, n'est-ce pas ? L'Anglais commerçant, l'Allemand pratique, l'Italien fourbe – à moins que ce ne soit le contraire. Tout cela est bien conventionnel. Voilà un mode de penser en série qui dispense de penser. Est-ce que Tartufe n'est pas de tous les pays ? Et Harpagon ? Et M. Jourdain, et Boubourouche ? Et... ?

C'est l'héritage littéraire, scientifique, artistique légué par nos grands hommes. – Oui, la France de Montaigne, de Pascal, de Voltaire, de Hugo, de Pasteur. Sur cent Français, quatre-vingt-dix ne se sont assignés dans la vie que le profit, et se moquent de tout cela. C'est un héritage qu'ils laissent à d'autres – à des «étrangers» souvent – et puis, le génie de Montaigne, de Pascal, de Voltaire, de Hugo, etc., de même que celui d'Homère, de Socrate, de Shakespeare, de Wagner, de Tolstoï, de Marconi, etc. n'appartient-il pas à tous les temps et à tous les pays ? «L'univers est la patrie d'un grand homme», disait l'abbé Raynal. D'autre part il n'existe aucune similitude de pensée entre un Bossuet et un Proudhon, un Joseph de Maistre et un Hugo, par exemple ; il en existe, au contraire, entre Bossuet (Français) et le pape (italien) ; entre Proudhon (français) et Kropotkine (russe). L'héritage littéraire, artistique, scientifique, n'est ni français, ni allemand, ni anglais ; il est universel, il est humain.

C'est l'histoire du pays, avec ses gloires et ses revers. – L'histoire officielle sans doute. La belle histoire aux pages sanglantes, l'histoire des crimes. Quoi, la solidarité dans le meurtre ! La fierté de communier avec des assassins disparus ! Ah ! Quel est l'esprit sensé qui ne répudie ces «gloires» et ces «revers» ? Gloires, les victoires de Bouvines, de Marignan, de Rocroy, d'Austerlitz, de la Marne ; et revers, les défaites d'Alésia, de Waterloo, de Sedan ? Allons donc ! Est-ce que ces événements ont jamais influé sur le sort de l'individu qui n'a comme toute fortune que ses deux bras à louer au service d'autrui, autrement qu'en le privant parfois de l'usage de ces bras ? Gloire, le bien-être et la vie ; revers, la souffrance et la mort ; et c'est tout. Quant à l'histoire véritable, celle qui a opposé tout au long des siècles les riches et les pauvres ; celle qui se poursuit tous les jours dans la lutte des classes, elle est la négation même de la patrie.

C'est une association d'individus qui acceptent librement la même forme de gouvernement pour bénéficier de libertés égales. – Les faits sont en contradiction flagrante avec cette affirmation, on reconnaît là l'idée des philosophes et des révolutionnaires de 1790. On sent l'embrassade qui vient. Si tout le monde acceptait la même forme de gouvernement, la question sociale serait résolue. Quant aux libertés, on sait ce qu'il faut entendre par là : celles qui laissent le riche comme le pauvre libres «de coucher sous les ponts ou de voler du pain». Il n'y a jamais eu d'acceptation unanime du régime. Il y a toujours eu opposition au plus grand nombre de lois faites par une minorité et au profit de cette minorité.

C'est partout où l'on est bien. – La patrie n'est même pas cela ; car en quel lieu est-on bien ? En quel lieu n'est-on pas spolié d'une partie de son travail ? Où donc existe la justice ? «*Ubi bene ibi patria.*» Aphorisme hérité de l'Antiquité – et sophisme – La patrie des Espagnols habitant Bordeaux par exemple n'est pas l'Espagne puisque la misère les a chassés de leur pays ; elle n'est pas la France lorsqu'ils n'y peuvent plus vivre. Devient-elle la République argentine ou les Etats-Unis lorsqu'ils y émigrent ? Autant vaudrait demander où est la patrie du Juif errant.

C'est une grande famille où tous les membres ayant des intérêts communs, sont solidaires les uns des autres ; la patrie c'est notre mère. – Il n'y a pas d'intérêts communs dans la société actuelle. Il y a lutte, il y a bas égoïsme, il y a concurrence, il y a inégalité. Singulière famille – ou plutôt famille normale en effet – où l'on se querelle, où l'on se jalouse, où l'on désire ardemment la disparition du prochain pour jouir de sa fortune ; où l'on active autant que possible la mort du concurrent dans une lutte au couteau. Singulière famille où les uns sont rassasiés et où les autres ont faim ; où les uns travaillent et n'ont rien et où les autres ne font rien et ont tout. C. Bouglé dit cependant : «C'est de l'association que l'individu reçoit, non pas seulement le pain du corps, mais le pain de l'âme. En ce sens notre patrie est bien notre mère spirituelle». (Encyclopédie). Pour le pain du corps, nous sommes fixés. Quant au «pain de l'âme», combien peu y goûtent ! Et pour ceux-ci ce «pain» est le trésor universel légué par l'humanité tout entière. G. Hervé écrivait naguère : «Les patries, des mères ? Allons donc, des marâtres cruelles que tous leurs fils déshérités ont le droit et le devoir d'exéquer.»

Nous ajouterons simplement ceci : Si toutes les vraies mères étaient comme la patrie, il y aurait longtemps que le genre humain aurait disparu de la planète. (...) Nous pouvons affirmer que cette patrie n'existe pas. Nous

avons, là dessus, l'aveu du plus cynique des politiciens (Clemenceau) : «Après tout, les anarchistes ont raison ; les pauvres n'ont pas de patrie.» (Aurore, 17 janvier 1897). «La Patrie, écrit G. Darien dans son livre : *La belle France*, aujourd'hui – et, hélas ! depuis si longtemps ! – la Patrie, c'est la somme des privilèges dont jouissent les richards d'un pays. Les heureux qui monopolisent la fortune ont le monopole de la patrie. Les malheureux n'ont pas de patrie. Quand on leur dit qu'il faut aimer la patrie, c'est comme si on leur disait qu'il faut aimer les prérogatives de leurs oppresseurs ; quand on leur dit qu'il faut défendre la patrie, c'est comme si on leur disait qu'il faut défendre les apanages de ceux qui les tiennent sous le joug. C'est une farce abjecte. C'est une comédie sinistre.»

(...) Ah ! Détestons ce mot de patrie ! Même quand il semble partir d'un bon sentiment, méfions-nous ! Derrière lui, il y a toujours l'esprit religieux qui sommeille. «Patrie des Travailleurs», disent les communistes en parlant de l'U. R. S. S. Ne sentez-vous pas l'hydre renaître dans ces quelques mots ? «Patrie Humaine» ! Proclament de bons camarades. Oui, certes, mais pas avant que soit à jamais abolie cette monstruosité sociale (au siècle où la machine est susceptible de libérer l'individu) : l'exploitation de l'homme par l'homme. (...)

Charles BOUSSINOT.